

Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

www.vigilancesoudan.org

Bulletin créé en 1992

Comité de Vigilance pour les Droits de l'Homme et les Libertés au Soudan - N°162-décembre 2010

Le gouvernement organise un avenir plus qu'incertain au Sud

Garang était pour l'unité du Soudan, un *Nouveau Soudan* démocratique et laïc. Six mois après la signature de l'accord entre le gouvernement et le MLPS (Mouvement de Libération du Peuple Soudanais), après sa mort, Salva Kiir prit le pouvoir. Il s'est efforcé jusqu'à cette année d'obtenir que le Soudan soit démocratique et laïc. Il soutint être pour l'unité du Soudan. Sans aucun succès. Garang aurait-il pu se faire élire pour le *Nouveau Soudan* auquel il rêvait ? S'il ne l'avait obtenu il aurait dû appeler le Sud et la *périphérie* à l'indépendance. Comment Béchir ne l'a-t-il pas compris ? A-t-il préféré perdre le tiers de ses terres ? Comment imaginer que les Sudistes auxquels on offre l'indépendance une fois dans leur vie, ne s'en saisissent pas ? Ils voteront pour elle, malgré ses concussions, les raids intertribaux de troupeaux, la faiblesse de son gouvernement.

Quatre fers au feu

Khartoum a quatre fers au feu, sa mauvaise volonté pour les relations futures Nord Sud, son désir de truquer les élections, son agressivité à l'égard des Sudistes vivant au Nord, son refus de tenir un référendum à Abyei. Un exemple de sa mauvaise volonté : au sommet d'Addis-Abeba, Thabo Mbeki voulait que Béchir et Salva Kiir se rencontrent. Il envoya à Juba pour Kiir un vieil Antonov qui ne démarra pas trois fois de suite. Pour ce dernier, il était destiné à le tuer. Il prit un petit avion puis un avion de ligne. Quand finalement il arriva, Béchir était prêt à partir en pèlerinage. Ils n'auront qu'une demi-heure de conversation. D'autre part Mbeki ne parle pas arabe. Les arabophones et les anglophones n'étaient pas dans la même pièce. Ainsi Abdallah Gosh en arabe dit que les Misserya auront l'interdiction du MLPS de faire entrer des vaches à Abyei, alors qu'en anglais, c'est l'interdiction de voter. Ce qui se passe est en dessous du mépris, *apocalyptique*.

Doivent être négociés, la frontière, les arrangements sur la citoyenneté et la nationalité,

les ressources naturelles, la monnaie, les biens et les dettes, la sécurité, les traités internationaux, l'eau et le pétrole. Le Sud a le pétrole; le Nord, un oléoduc pour le vendre. Le Sud pourrait le louer ou en construire un autre allant vers l'Océan Indien, mais les négociations à Vienne n'arrivent à rien. Cependant, à Falouj le 6 décembre, un accord désastreux pour le Sud est signé. Si le vote est favorable à l'indépendance, la sécurité, les renseignements de Khartoum et les unités jointes en assureront la *protection* jusqu'au 09 07 11. Avec cette aide, l'armée a toutes les chances de gagner. L'accord fut signé entre deux ministres, avec Nhial Deng, au Sud en présence du troisième vice-président et de Riek Machar, vice-président du Sud.

Le deuxième fer, ce sont les élections faussées. Le forum œcuménique a compilé soixante-cinq incidents liés au référendum. Le très respectable Centre Africain pour les Etudes de Justice et de Paix, dont le directeur Osman Hummeida est un homme du Nord, fit appel à la pression internationale pour que les enregistrements soient faits de façon régulière et non comme en avril 2010. Enfin la société civile s'en est mêlée. En donnant l'adjudication des bulletins à une société nationale et non internationale comme prévu, la Commission de référendum du Sud-Soudan (SSRC), dirigé par un mandataire du Nord, a repris une bonne façon de tricher qui eut du succès en avril. Des autorités prétendent que seule 20% de la population est inscrite.

Troisième fer, les manœuvres de Khartoum, des bruits terrifiants, lancés largement sur la perte de tous leurs droits par les Sudistes vivant au Nord en cas d'indépendance du Sud, amènent beaucoup de déplacés à rentrer au Sud, dit-on. Mais de source sûre, il s'agirait de 35 000 personnes durant les trois derniers mois. Ils ne trouvent pas de moyens de communication. Ce n'est rien comparé à leur totalité au Nord. C'est beaucoup trop pour les autorités sudistes. Personne ne sait comment les accueillir, aucun logement, ils n'habite-

ront nulle part et ne pourront vraisemblablement pas voter.

Last but not least, les sudistes abandonnèrent au Nord, la taille d'Abyei qui diminua, et les Misserya présents huit mois par an pendant trois ans qui pourraient voter. Rien n'y fit. Les Dinka pensent y organiser leur propre référendum. Pagan aurait accepté verbalement qu'il n'y ait pas de Misserya à ce vote. Khartoum dit une fois de plus que le référendum n'y aurait pas lieu.

Les NU présentes au Sud, qui reçurent 4 millions de dollars depuis 2005 pour mettre en oeuvre ce référendum, disent maintenant qu'ils n'ont rien pu faire, c'était trop compliqué !

L'indépendance conduira-t-elle à la guerre ?

Le Congrès National se partage en deux groupes, ceux qui veulent la guerre, ceux qui ne la veulent pas. Le risque de guerre à la frontière et dans les zones pétrolières est énorme selon des sources sûres. Les deux forces s'y assemblent de chaque côté de la frontière. L'ALPS recrute, tous achètent des armes (Cf. le site Small arms survey).

Mais si la guerre commence et que le pétrole s'arrête de couler dans le Sud, dit Al Sir Sid Ahmed, un expert soudanais, qui en bénéficiera ? Khartoum n'a pas d'argent mais des dettes et peut essayer de déstabiliser le Sud par des groupes de mandataires et donner l'impression au monde qu'il est incapable de se gouverner. Et après, disent les autres ! Au Darfour et ailleurs, Khartoum pourra libérer les ressources qu'il déploiera pour résoudre les problèmes que l'on ne manquera pas de lui poser (Cf. Darfour p.4).

Il a été conseillé aux Américains de dire aux Chinois « nous ne voulons pas de pétrole, pas d'argent, mais interposez-vous pour la paix au Soudan ». Les Américains ont refusé. C'est en-dessous de leur dignité. Il n'y aura pas de paix chinoise mais une guerre américaine.

Pendant ce temps, le Secrétaire général des NU semble rêver.

• *Bételgeuse*

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN, 41 rue Poliveau - 75005 Paris - Tél. : 33 (0)1 43 31 40 67
contact@vigilancesoudan.org - Présidente, directrice de la publication Simone DUMOULIN

▷ SUD SOUDAN : L'attente

Abyei en suspens...

Les discussions sur le statut d'Abyei à Addis Abeba furent renvoyées aux calendes grecques le 26 octobre. Le médiateur sud africain Mbeki aurait cédé trop facilement aux pressions de Khartoum. Le MPLS a accusé le Parti du Congrès National, PCN, de prendre Abyei en otage pour freiner ou stopper l'Accord de paix. Le cas d'Abyei reste insoluble et le Sud demande qu'un simple décret présidentiel transfère Abyei au Sud comme le souhaitent les Dinka Ngok qui ont toujours été du côté de l'ALPS pendant la guerre civile, comme des Misserya furent les miliciens du gouvernement. Khartoum garde Abyei comme monnaie d'échange... pour échanger quoi, nul ne le sait? Pour obtenir plus de concessions de la part du Sud sur les profits pétroliers? (le pétrole d'Abyei ne représenterait que 0,6% de l'ensemble des bénéfices pétroliers - ICG, 11/10-, sur le tracé de la frontière toujours pas arrêté?, sur les problèmes de sécurité? le statut de citoyenneté? ou plus de concessions de la part des Etats-Unis? Pour le CPA, selon ce que comprend le MLPS, seuls les Dinka Ngok sédentaires ont le droit de vote et non les pasteurs Misserya du Nord qui ne séjournent avec leurs troupeaux que de janvier à mai. Après un tracé en 2005, les frontières d'Abyei furent redessinées en 2009 par la Cour Permanente d'Arbitrage, après acceptation du MLPS qui y perdit une part importante. Autre concession, le MLPS accepta que les Misserya ayant vécu trois ans à Abyei huit mois par an puissent voter. Khartoum conteste à présent ces abandons jugés insuffisants et pousse les Misserya à les rejeter. C'est un refus de sa part du traité signé en 2005. Alors que l'Accord de Paix garantit clairement les droits des Misserya aux pâturages d'Abyei, Khartoum leur fait croire le contraire et les incite à se présenter en masse sur les listes électorales. Il décide finalement que le référendum du 9 janvier n'y aura pas lieu. Depuis 1905, les Dinka Ngok veulent appartenir au Sud. Lors du Forum sur le référendum d'Abyei qui s'est tenu à Juba les 15 et 16 novembre, les « *Ngok utiliseront d'autres moyens de rejoindre le Sud si le vote n'a pas lieu le 9 janvier* » (Africa Confidential, 19/11). Il est à craindre que les Dinka Ngok proclament alors de façon unilatérale leur rattachement

au Sud, certains même pourraient refuser l'accès de leurs terres aux Misserya, attisant des tensions à la frontière Nord-Sud.

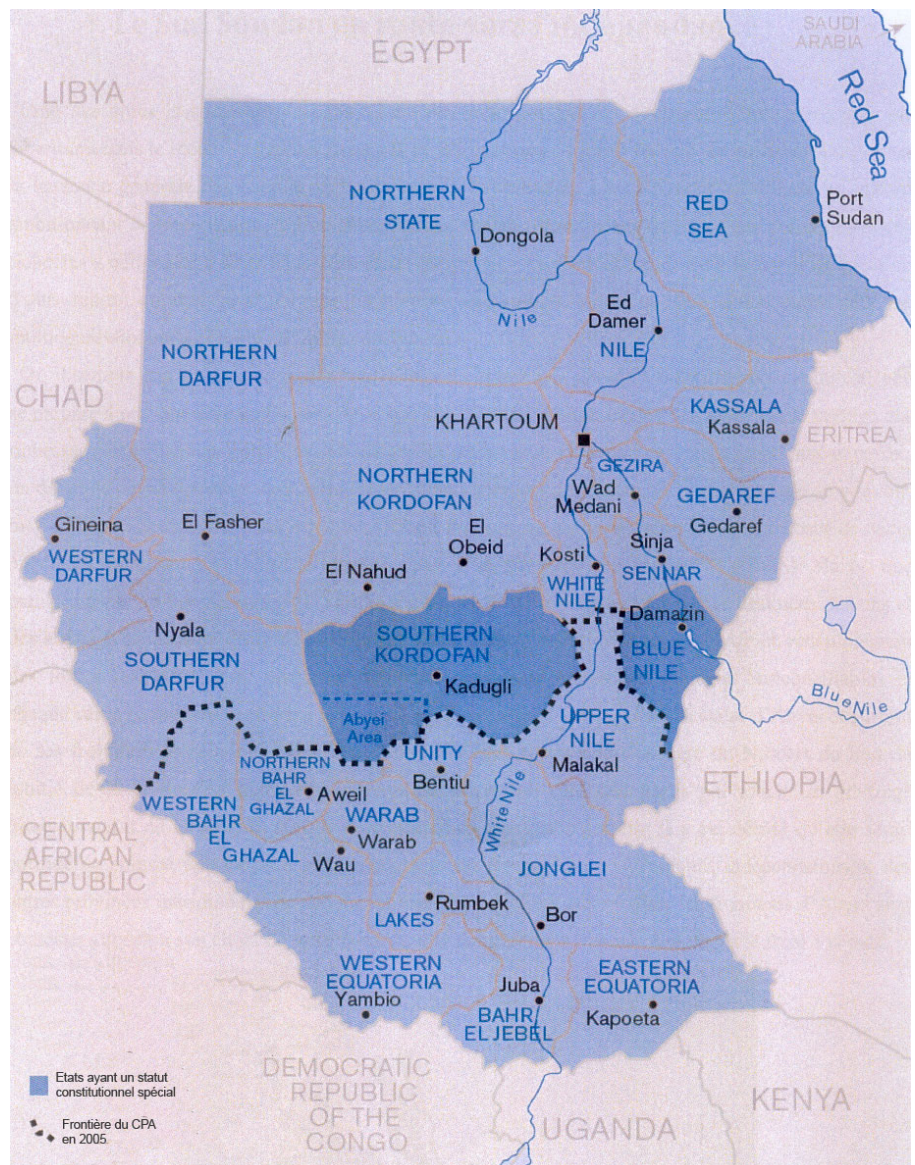
Au Sud

Le Gouvernement du Sud-Soudan (GoSS) semble préférer renoncer à Abyei afin de se consacrer au référendum qui doit se dérouler le 9 janvier dans le Sud quoi qu'il arrive. Il n'est plus question de différer le scrutin et de prévoir un nouvel échéancier qui ne sera jamais respecté par Khartoum. Les sudistes refusent toute autre concession au Nord et tiennent à la date prévue dès 2005. Pour eux, le problème de la frontière est secondaire d'autant que l'Accord de paix ne le mentionne pas comme un préalable au référendum.

Au cas où le Nord bloquerait sa mise en place, le Sud se réfère à l'article 1.3 de l'Accord qui stipule que le Sud Soudan a droit à l'autodétermination

par le biais du référendum « *entre autres mécanismes* », ce qui implique que le référendum ne serait pas le seul moyen d'accéder à l'autodétermination. Parmi ces mécanismes, le vote de l'Assemblée du Sud pourrait suffire. Dans deux semaines, le plus grand pays d'Afrique se verrait amputé de plus d'un tiers de son territoire. Le Nord reçoit la moitié des bénéfices du pétrole (500,000 barils/jour) dont les 2/3 sont extraits au Sud. Dans la perspective d'une partition, un Accord sur la sécurité de la production du pétrole fut signé le 6 décembre entre les ministres Abdel Hussein et Nhial Deng. Les Unités Jointes Intégrées (troupes comprenant des membres de l'ALPS et de l'Armée), renforcées par la Sécurité et les renseignements de Khartoum, protégeront les zones pétrolifères. Comment le Sud a-t-il pu donner un tel succès à Khartoum? Il est valable jusqu'au 9 juillet 2011 (ST, 07/12/10).

Les inscriptions sur les listes électorales ont débuté le 15 novembre pour durer 17



jours, puis elles furent prolongées jusqu'au 8 décembre en raison des difficultés d'organisation et de déplacement. Grâce à l'aide internationale, ce processus a pu se dérouler dans le Sud malgré de nombreuses difficultés. Les cartes d'électeurs et l'encre indélébile ont vite fait défaut. Certains centres manquaient du matériel nécessaire à l'enregistrement des électeurs. Le Centre Carter a en outre dénoncé que des Sudistes sans papiers d'identité se sont vu refuser leur carte d'électeur. Les « *identificateurs* » susceptibles de « *prouver* » leur identité étaient absents. Les personnes éconduites n'ont pas été informées d'un recours possible devant la commission d'examen (Consideration Committee) chargée de considérer les plaintes pour irrégularités une semaine après la clôture des inscriptions. Dans certains cas, le PCN et le MLPS ont politisé les irrégularités pour contester la fiabilité des inscriptions et intimider les futurs électeurs. Dans d'autres cette commission ne semble pas constituée. Plus de 3 millions d'électeurs se sont inscrits dans le Sud. Le scrutin doit se dérouler sous la surveillance des NU et de la communauté internationale et les diplomates ont fort à faire pour convaincre Khartoum de ne pas entraver le processus (Guardian 8/12/10). Dans le Nord, les irrégularités se sont multipliées: information insuffisante sur l'emplacement des centres de recensement, centres de recensement excentrés, certains fermés ou fermés avant les horaires annoncés, ouvertures tardives, enregistrement d'enfants, intimidations et pressions sur les Sud soudanais qui cherchaient à s'enregistrer si bien qu'il n'y eut que 33 inscrits le premier jour à Khartoum sur 23 centres d'enregistrement. Nul ne sait quelle imprimerie se chargera des bulletins de vote ni la date de leur distribution. On craint que Khartoum impose un imprimeur de son choix sur lequel il n'y aura aucun contrôle sur le nombre de bulletins imprimés.

On compte 8 centres d'enregistrement à l'étranger (USA, Royaume-Uni, Egypte, Kenya, Uganda, Ethiopie, Australie et Canada). En Egypte, les centres d'inscriptions ont tardé à s'ouvrir. En Ouganda, des non Sud soudanais ont tenté de s'inscrire et de nombreux sud soudanais ont reçu des menaces de mort (African Centre for Justice and Peace Studies 01/12/10).

Le retour des déplacés installés dans le Nord s'est accéléré à la suite des menaces des responsables du PCN. Kamal Obeid, ministre de l'Information, a déclaré que si le Sud choisissait la sécession, les « *Sudistes seraient déchus de leur citoyenneté, perdraient emplois et aides, ne pourraient vendre ou acheter sur le marché de Khartoum ni être soignés dans les hôpitaux* ». Al Tahir, président de l'Assemblée, a menacé qu'ils deviennent des « *citoyens de seconde zone* ». Des conseils islamiques ont déjà prononcé des fatwas contre des sudistes de Khartoum et des allégations d'intimidation ont été signalées contre les partisans de l'unité dans le Sud (International Crisis Group, 11/10). Un groupe indépendant de dix anciens responsables politiques (dont Desmond Tutu, Jimmy Carter, Lakhdar Brahimi, Graça Machel, Mary Robinson, Kofi Annan) réunis par Nelson Mandela en 2007 pour offrir leur expérience dans tout projet destiné à rétablir la paix, a demandé que la volonté du peuple soit respectée pendant et après le référendum. Ils demandent que les autorités soudanaises définissent le statut de citoyenneté des sudistes du Nord si le Sud devait faire sécession. Ils souhaitent que la communauté internationale prenne des mesures pour protéger les civils et que le référendum d'Abyei soit rapidement mis en place (www.theElders.org).

Des dizaines de milliers de déplacés ont déjà quitté Khartoum et le Nord à bord de camions, d'autocars ou descendent le Nil sur des barges. Plusieurs vols quotidiens vers Juba transportent les déplacés. Ils arrivent chaque jour par milliers mais les moyens de transport sont nettement insuffisants et l'attente peut durer des semaines à Khartoum. Pour beaucoup, le voyage reste une expédition interminable, le passage de la frontière peut être très dangereux car les militaires des deux camps y sont massés de part et d'autre. De nombreux incidents ont été signalés, violences et harcèlements à l'égard de sudistes fuyant le Nord, plusieurs cas de viols, destructions de documents personnels et de pièces d'identité. Des cas de déplacés bloqués en route, sans abri, sans vivres et sans eau sont parvenus de Bentiu dans le Nil Supérieur. Le GoSS n'a pas anticipé un tel

mouvement de masse et les infrastructures sont insuffisantes pour prendre en charge tous les déplacés et leur offrir une installation décente. Beaucoup quittent un emploi dans le Nord et arrivent dans le Sud où leurs enfants ne trouveront pas d'école. Il resterait plus d'un million de déplacés dans le Nord.

Les provocations et violences se multiplient. De récentes attaques menées par l'armée nationale se sont produites. Des vols d'intimidation le long de la frontière maintiennent un climat de peur. L'ALPS n'a pas réagi pour éviter de mettre en péril le référendum dans le Sud. Le Forum Océanographique a dressé une liste des exactions commises au cours des dernières semaines, notamment dans le cadre du retour des déplacés.

Organisé à Juba par le GOSS, un atelier de 5 jours (6-10 décembre) animé par cinq juges étrangers a formé 90 membres du personnel judiciaire sud soudanais (avocats et magistrats) appelés à se prononcer sur les irrégularités qui pourraient entacher le référendum afin de se conformer à la loi de 2009 sur le Référendum au Sud Soudan (ST, 11/12/10).

Bien que Riek Machar ait appelé à envisager un travail commun sur le post-référendum, Khartoum est d'abord resté sourd (ST, 4/11/10). Des discussions se poursuivent cependant à Juba ce lundi 13 décembre pour préparer l'éventualité de l'indépendance du Sud. De nombreux points de discorde, ignorés jusqu'à présent, sont à l'ordre du jour, le problème de la citoyenneté, la dette nationale, les ressources communes en eau et en pétrole, la frontière et les traités internationaux. Thabo Mbeki préside ces négociations. (ST, 12/12/10).

Les sudistes sont dans l'attente de l'après 9 janvier. Certains prédisent la reprise de la guerre. Beaucoup pensent que le Nord aurait trop à y perdre et n'a pas les moyens de s'engager dans cette aventure avec une dette extérieure de plus de 37 milliards de dollars. Al Beshir risque de perdre ses appuis au sein du PCN s'il lâche le pétrole du Sud et une portion du territoire national qui fait du Soudan le plus grand pays africain. Nombre de sudanais du Nord n'ont pas encore pris conscience de l'impact de cette rupture ni du traumatisme national que provoquera inévitablement la sécession du Sud.

(suite page 6)

• Elias



Abd el Wahid el Nour, l'homme-clé de la rébellion?

Le chef du MLS, AWN, un avocat du Darfour d'esprit laïc, fut le premier à organiser une rébellion au Darfour fin 2002. Il habite Paris et se refusait à négocier. Sous la pression constante de Bassolé, médiateur à Doha, il dit vouloir parler à ses officiers avant de négocier avec Khartoum et se rendit au Kenya. Depuis, les problèmes de Doha semblent lointains, il est fort occupé. AWN fut rejoint par Minni Minawi, un tortionnaire, signataire des accords du Darfour de 2006 avec Khartoum, recherché par l'armée. Des hommes du MJE, parti rebelle en principe islamiste viendraient aussi le voir. AWN discute avec le Sud pour s'unir avec lui afin de faire la guerre à Khartoum, s'il la commence. Du Kenya, AWN a des échanges avec le Sud qui souhaite sembler bon compagnon à l'égard du Nord. Il rentre à Paris sous peu. Mais le Nord connaît ses intentions.

Causes de l'échec de Doha

Le gouvernement aurait accepté que l'accord de paix compense individuellement les Darfouriens affectés par le conflit et assure les personnes déplacées de retourner dans leur région en leur donnant *de l'argent* et d'avoir le droit de récupérer leur terre. Une consultation de la société civile à Zalingei amena des morts parmi elle. D'autre part, la représentation invitée par le MJE fut rejetée et les personnes déplacées se rendant à Doha furent arrêtées à l'aéroport de Nyala. C'est la première grande raison de l'échec des pourparlers. La seconde fut qu'en mai,

le MJE ayant cessé d'y participer, **ses représentants vinrent** à la suite de requêtes de Bassolé, le chef médiateur, **avec instruction de faire capoter la médiation**, une autre négociation aura lieu en Lybie. Ils demandèrent **avec brio que le Kordofan**, Etat sis à l'est du Darfour, en **fasse partie**, c'était doubler le problème. Enfin, l'établissement d'une seule région, exigence de tous, est le troisième principal obstacle à la paix. Le gouvernement s'est opposé totalement aux trois. Il signerait un accord avant la fin de l'année avec le petit Mouvement pour la Libération et la Justice, mettant fin aux pourparlers (ST 27.11).

Combats

A nouveau de source sûre, le gouvernement bombarde le MJE près de la frontière, au Bahr el Ghazal, par inadvertance. Il nie l'avoir fait et pousse 2500 personnes à se déplacer. Le Sud se pense attaqué. Le 22 10 ce sont des pilotes égyptiens mercenaires qui bombardèrent le Darfour car les Soudanais, des Darfouris, ne voulaient pas y aller, dit Natsios, ancien représentant des EU au Soudan.

D'autres combats eurent lieu entre forces armées et MJE pour la première fois depuis des mois, au Darfour et au Kordofan. Les milices attaquent des véhicules civils (ST 5.11, 7.11).

Une attaque majeure de l'armée contre le MLS/AWN au Gebel Kargo, tua 17 personnes, en blessa d'autres, brûla des villages, provoquant des déplacements. **Le même jour, le Mouvement pour le com-**

bat, le changement et le développement, mouvement arabe qui comprend 2500 hommes, rejoignait le MLS/AWN, annonce Radio Dabinga (12.11).

Les réfugiés vivant au Tchad ont « *la peur au ventre* » depuis le départ de la Minucart (AFP).

A Lire

Darfour : une guerre villes-campagnes

Marc Lavergne - Revue géographique de l'Est

Dans un long article sur le Darfour, Marc Lavergne semblant désabusé, il émet une nouvelle théorie sur les résultats d'une longue guerre. Certes, au cours de ses pages, un refrain lancinant vient, nous rappelant qu'il y a une guerre injuste. « *Les campagnes déversent leur population traumatisée, pourchassée, dans les villes* », « *au bout d'un an de massacres et de déplacements forcés de la population* » etc.

Marc Lavergne nous décrit « *l'urbanisation en catastrophe* », « *la désorganisation des campagnes* » qui amènent des dissensions. Un an après, le gouvernement ayant atteint ses objectifs, accepte la présence des ONG étrangères qui usent d'une « *médiatisation trompeuse mais efficace* ». « *Les moteurs de la croissance urbaine* » sont évidents. Les déplacés des villages attaqués de nuit s'en vont vers les villes où les janjawid ne sont pas « *à l'abri des regards* ». Puis des masses de détails interviennent au cours de trois pages fascinantes, faisant passer la population des villes de 10 à plus de 50 % de la population darfourienne.

Dans la partie suivante intitulée « *Un changement culturel organisé et irréversible* », nous voyons le Darfour « *passer brutalement de l'enclavement et de l'ignorance du reste du monde* » à une « *surmédiatisation des*

étrangers » qui renverse les savoirs importants à la campagne contre d'autres, et aussi à l'importance qu'apporte le gouvernement à l'arabisation et à une islamisation inculquant aux jeunes générations « *un Islam scripturaire, dépourvu de racines, contre l'Islam des ancêtres, des traditions et des sagesse confrériques.* »

Marc Lavergne voit-il dans cette guerre « *une explosion urbaine durable ?* » voulue par le gouvernement. Avec maints exemples fort intéressants, il nous donne ce qui semble être son avis. La nostalgie de la vie d'antan est surtout celle des hommes qui vécurent dans « *la prospérité et le prestige.* » L'avenir est dans les camps, appelés à se fondre dans les villes voisines sous l'oeil attentif des forces de sécurité. Il craint que l'avenir de ces villes ne soit pas heureux. Les ONG finiront par s'en aller et avec elles l'assistance et un grand nombre d'emplois. Khartoum veut que les campagnes du Darfour soient occupées principalement par l'agrobusiness dont les bénéfices n'iront qu'à Khartoum, ville devenue mondialiste par une forme d'Islam. C'est un pacte colonial avec l'abolition des privilèges impartis aux agriculteurs et éleveurs pour les droits de propriété dont il nous montre

que les nomades d'où sont issus les janjawid, soutiens de Khartoum, souffriront beaucoup plus encore que les agriculteurs.

Vient sa conclusion désastreuse : « *Le cas du Darfour dévoile un mécanisme à l'oeuvre dans la majeure partie de l'Afrique.* »

Chroniques du Darfour Jérôme Tubiana - Glénat

Cet ouvrage est aussi un lien avec les parents de l'auteur, Joseph et Marie-Jo Tubiana, qui ont mis leur énergie d'ethnologues au Darfour dans les années 50 et 60. Aux photos en couleur de Jérôme se mêlent quelques unes de ses parents en noir et blanc, dont une magnifique, un oued à la saison des pluies (p. 60). Nous comprenons ainsi comment Jérôme fut si rapidement introduit dans cette société.

Il parle de la vie dans des villages brûlés, avec des rebelles vivant dans les oued, de la dureté du climat, de la douceur du Gebel Marra et de l'islam mêlé de croyances où l'on trouve les traces d'une religion d'avant lui.

Mouvant avec les années, ce récit cite les paroles qui frappent. « *Amsa Bas* » est écrit sur un mur dans un village brûlé. « *Nettoyer*

tout ça » l'ordre de détruire et de brûler. En 2003, 2004, un vieil homme n'en est pas à la première attaque. La première fois, les janjawid sont venus à Abu Leha « *sur des chameaux et des chevaux, ont volé 600 vaches, beaucoup de moutons et tué quatre personnes. ...Ils sont revenus avec 6 camions et plus de 20 voitures, 600 cavaliers,ils ont tout pris, y compris ce qu'il y avait dans les maisons, les moteurs à pompe pour l'eau, les moulins à farine. Ils ont brûlé le village.* ». Le vieil homme décide de se rendre à Am Boru. Peu après, armée et janjawid pillent le marché. « *A quoi bon aller ailleurs* », dit-il. « *Si tu n'as pas de terre, qu'est-ce que tu vas faire de l'idéologie* » soupire un autre. Comprend-il les arabes? Mahmoud Béchir Jamma raconte qu'il a apporté de l'eau grâce aux barrages, et des graines de tomates et de pastèques en dar zaghawa et aux arabes Beni Hussein. Tous ont cessé de migrer. « *Si on l'avait fait plus, la guerre n'aurait peut-être pas eu lieu* », dit-il.

Pour le melik du Dar Tunjur, « *dans le passé, tous les gens du Darfour avaient de bonnes relations. ... aujourd'hui, nous sommes divisés en deux groupes, les arabes et les autres.* » Certes dans d'autres régions les conflits ont commencé il y a plusieurs dizaines d'années.

• SD

▷ BREVES

Le 8 11, Sudan Tribune publia, sous toutes réserves, l'expérience d'un Sudiste vivant depuis 1997 au Nord. Réjoui par la paix en 2005, il se demande maintenant quel est son sort au Nord; si le pays se divise, comment cela se passera-t-il ? S'il n'y avait pas de référendum, ils n'envisageraient pas d'aller au Sud. « *Personne ne peut nous informer, nous dire dans quelles conditions nous pourrions avoir la citoyenneté du Nord. Aujourd'hui je suis un Sudiste, demain je pourrai peut-être devenir un Nordiste. Si plus tard je retourne au Sud, pourrais-je reprendre nationalité*

« sudiste » ? Au Sud il y a différents partis politiques qui ne se sont jamais unis. Il eût été préférable qu'ils se présentent avec un seul programme. Nous aurions su à quoi nous attendre avant de voter. S'ils n'arrivent pas à un accord sur Abyei, ce sont les politiques qui décideront que faire. Eux, décideront de la guerre, c'est nous qui paierons le prix. Je ne suis pas un parti pour ces problèmes, comment me défendre dans la rue. »

Tourabi, eut un rôle dominant et

caché pendant le coup d'Etat. Leader du parti du Congrès Populaire, il fit des commentaires sur le site de VOA. Pour lui, la diversité de religion de cultures et de langues, et l'absence de démocratie ont rendu impossible l'unification du Soudan. Ce pays n'a pas connu de dictatures dans l'histoire. Depuis l'indépendance trois coups d'Etat militaires eurent lieu ; ces gouvernements n'ont jamais respecté leurs engagements. Les gouvernements régionaux décentralisés n'ont rien donné à chaque région. La diversité soudanaise demande une distribution des ressources plus équitable.

Le 17 novembre **Hilary Clinton se trompa complètement** lors d'un rendez-vous au Conseil de Sécurité. Pour elle, Nord et Sud devaient faire des compromis sur **Abyei**. Les compromis furent faits par les Sudistes à la signature du CPA, puis quand le Congrès National refusa d'accepter les frontières établies par la Commission d'Abyei, puis quand MLPS et CN acceptèrent les frontières établies par la Commission d'arbitrage, Maintenant le CN demande au MLPS de faire plus de compromis. Le droit des *autres résidents d'Abyei* est une fausse piste. Le MLPS a déjà accepté que *les autres résidents d'Abyei* y ayant habité puissent voter. Leur droit de pâturage en est un autre. Pour John Ashworth, les Misserya seraient bien inspirés de penser que si le vote d'Abyei n'a pas lieu, le Sud pourra les empêcher d'avoir des droits de pâturage chez eux, Le gouvernement ne poursuit pas leurs intérêts, mais le sien.

Lors d'une visite à Khartoum, le **sénateur américain Kerry**, président de la commission du Sénat pour les relations étrangères, avait déclaré que le Soudan pourrait être retiré de la liste des *Etats aidant le terrorisme*. Les Etats-Unis reconnaissent que le Soudan coopère dans la lutte contre lui ; la décision de **retirer le Soudan de cette liste dépendra du déroulement du référendum au Sud**, et surtout de ce qui se passera après. Il est proposé de séparer cette question de celle des droits de l'homme au Darfour (ST 7 11), ce qui semble impliquer de laisser à Béchir la *liberté* dans cette région. Un scandale.

Le 7 décembre, **les Etats-Unis** ont reconnu que **le référendum d'Abyei n'aura pas lieu**. Y aura-t-il des **sanctions américaines ? Les Etats-Unis ont joué un rôle capital dans les pourparlers et la signature du CPA. Quel rôle** jouent-ils dans le référendum? Selon Richard Williamson, ancien envoyé au Soudan, **Obama a trahi la parole qu'il donna lors des élections (ST 12 11). Comme tous les présidents américains, il ne peut sembler aider une région où il a des origines, l'Angleterre exceptée.** De nombreux américains sont présents au Sud-Soudan, leur chef est Scott Gratien : il voudrait que ce soit le Sud qui accorde de nouveaux compromis à Abyei.

« Dans un rapport remis aux NU, des experts dénoncent le peu d'empressement avec lequel Pékin s'emploie à faire respecter l'embargo sur les armes au Darfour...Les marques relevées sur les 18 types de douilles découvertes sur le lieu d'une attaque de la mission (UA/UN) au Darfour, indiquent que la plupart sont d'origine chinoise. » La Chine soutint qu'il n'est pas prouvé qu'elle ait fourni ces munitions, mais l'action diplomatique aux NU rend leur emploi suspect contre ses troupes. Si la livraison est avérée, elle constitue une violation de ses sanctions. La décision revient au Conseil de Sécurité (Reuter, 13 11). Le fait sera simplement inclus dans le rapport du comité des

sanctions (Jeune Afrique, 20 10, Reuters 20 10, ST 20 10). **Pour les autres problèmes soudanais, la Chine attend le référendum afin d'avoir une opinion sur sa future politique et construire peut-être un oléoduc allant vers l'Océan Indien.**

Les Média arabes voient le Soudan comme un « Etat arabe ». Le *Daily Star* au Liban assume, une fois de plus que le Soudan en est un. Les NU se disent culturellement sensibles en nommant des arabes et arabisants à des situations au Soudan. Les Etats eux-mêmes proclament que **« les arabes »** sont ceux qui **« exercent la chance de définir la forme de leur territoire »**, perdant de vue que c'est exactement le contraire, que ce sont les **« non-arabes »** qui exercent ce droit au Soudan (John Ashworth, 30 10).

La Ligue arabe critique-t-elle le Congrès National ? Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue Arabe, écrit que le Soudan aurait dû inclure dans le référendum, d'autres options que l'unité et l'indépendance (ST 26 11). C'est le Congrès national qui refusa les autres options avant la signature de la paix avec le Sud. **La plupart des Etats de l'UA sont contre la sécession. Déby, le président tchadien le dit « nous avons tous un Sud-Soudan ».**

Victoire de la Cour Pénale internationale qui a pressé la **Libye** de ne pas inviter Béchir à s'y rendre pour un sommet Europe-Afrique. Il ne fut pas invité et ne s'y rendit pas. La **Centrafrique** a pris une décision semblable.

• SD

L'Armée de Résistance du Seigneur

L'ARS continue de sévir en Equatoria occidental. Les chefs locaux Zandé et Joseph Bakosoro, gouverneur de l'Etat, ont demandé que *« les Arrow Boys »* (tireurs de flèches), milices locales d'auto-défense munies d'armes traditionnelles (arcs, flèches, couteaux et machettes), puissent être équipées d'armes légères. Or, cette requête s'oppose à la politique de désarmement mise en place par le GoSS. L'ARS se déplace dans des zones frontalières de non-droit entre le Sud Soudan, la République démocratique du Congo et la République centrafricaine. Une opération militaire conjointe n'a pu venir à bout en 2008 de ce groupuscule sanguinaire qui aurait tué 2.000 victimes dans cette région, enlevé 2.600 personnes et déplacé plus de 400 000. La Cour Pénale Internationale, l'organisation indépendante Small Arms Survey prétendent qu'ils sont utilisés par Khartoum pour déstabiliser la région dans la perspective du référendum. Depuis mai 2010, pas une semaine ne s'est passée sans que l'Etat de l'Equatoria occidental ait été la cible d'attaques de l'ARS (vol de nourriture et des biens). Deux fillettes ont été enlevées à Nzara. Alfred Karaba, le responsable des 6 175 Arrow Boys s'est rendu à Juba le 9 décembre réclamer les 2 millions de

dollars promis pour armer ses troupes en vue du référendum. Un responsable des Arrow Boys de Yambio a témoigné que des membres de l'ARS, arrêtés par sa milice, ont précisé qu'ils s'apprêtaient à attaquer les jours de scrutin. Il est essentiel de protéger les électeurs ces jours-là sinon ils *« pourraient être enlevés et tués »*. La police locale, pauvrement équipée, ne veut pas s'en charger. On ne sait si les fonds seront débloqués ni comment ils seront acheminés vers les populations concernées. La politique de désarmement aurait dû tenir compte des dangers locaux et ne pas priver ces populations de leurs moyens d'auto-défense. Le temps presse et les Arrow Boys risquent fort de devoir défendre leurs concitoyens avec leurs maigres flèches (IRIN, 10/12/10).

Education

Le GoSS a appelé les institutions privées à soutenir l'éducation pour compléter ses efforts. Le Nord a toujours maintenu le Sud dans l'ignorance pour mieux asseoir son pouvoir. 98% de la population du Sud était analphabète après 50 ans de guerre civile (1955-2005). Le manque d'éducation fut à la base des deux guerres précédentes. Kuol Atem, conseiller du

ministère de l'éducation a rappelé que le projet *« Va à l'école »* lancé en 2006 grâce au soutien de l'UNICEF avait permis de considérer la qualité de l'enseignement et l'accès à l'école pour tous. Le GoSS est décidé à poursuivre cet effort. Des programmes intensifs d'éducation par Internet sont d'ailleurs à l'étude. Tous les ministères y compris celui des Finances devront à participer à ce vaste projet (ST, 7/12/10).

Lors d'une visite dans plusieurs villages de l'Etat de Jonglei, Riek Machar s'est associé aux demandes des élèves de lancer un appel aux familles pour qu'elles envoient leurs filles à l'école. Dans ces communautés d'éleveurs Nuer et Dinka, les filles sont un moyen d'enrichissement rapide par des mariages prématurés que les parents du fiancé doivent accompagner d'une dot importante composée de bétail. Envoyer les filles à l'école gâche les opportunités de mariages précoces. Riek Machar a expliqué que l'éducation permettait au contraire aux jeunes filles d'aider leur famille grâce à un emploi rémunéré et que les mères éduquées avaient de fortes chances de donner naissance à leurs enfants dans de bien meilleures conditions que celles qui n'avaient reçu aucune éducation (ST 12/12/10).

• Elias

Pétrole

ECOS a organisé une conférence à Juba les 7-8 décembre sur l'avenir du pétrole au Sud Soudan après le référendum. La déclaration finale recommande que la gestion de cette industrie suive des règles de compensation des injustices passées, audit de l'impact, respect des traditions locales, respect des droits de l'homme, constitution d'un plan-cadre de développement local, consultation de la population, création de mécanismes de plaintes de la population. ECOS publie également deux rapports sur la situation du pétrole au Soudan et sur les arrangements à faire pour la « séparation des jumeaux » (ECOS, 12 10).

La production de pétrole dans le nord-Soudan atteint 110 000 barils par jour fin 2010, selon un officiel du ministère du pétrole. Elle se répartit entre 50 000 barils pour le Greater Nile Project, 60 000 à Al-Foula et 10 000 attendus du champ Abu-Jabra. La production totale de pétrole est de 500 000 barils par jour et se situe donc à plus de 80 % dans le Sud (ST 21 11).

Les revenus du pétrole en octobre se sont montés à 357 millions de dollars, dont 209 pour le Nord, 141 pour le Sud et 3 millions pour le Etats producteurs (ST 5 12).

Le gouvernement du Sud Soudan a annoncé la construction de trois raffineries de pétrole si le électeurs choisissent l'indépendance. Le circuit du pétrole serait complètement modifié (ST 9 11).

Armes

Parmi les rapports secrets du département d'Etat américain publiés par Wikileaks, nous trouvons la livraison de chars par l'Ukraine au Sud-Soudan en 2009. La forte opposition des Américains à cette livraison semble assez étonnante et peu expliquée (Le Monde, 12 12).

Sanctions

Les Etats-Unis suspendent l'interdiction d'exporter des ordinateurs au Soudan pour faciliter l'organisation du référendum de janvier 2011 (ST 19 11).

Devises

Problèmes récurrents pour l'accès aux devises. En octobre, la banque centrale aurait reçu un prêt d'un milliard de dollars lors d'une visite du ministre des finances et du gouverneur de la banque centrale aux Emirats Arabes Unis, mais ceci n'a pas été confirmé (ST 19 10). Le gouverneur de la banque centrale refuse de répondre à toute question sur les réserves « c'est comme de demander son âge à une femme » a-t-il déclaré (ST 16 10). (Commentaire de VS : On peut noter que la livre soudanaise s'est ensuite redressée au marché noir, car elle est passé de 3,20 dollars à 2,85, ce qui provient probablement de plus grandes ressources en devises pour la banque centrale). Mais le problème se pose à nouveau en novembre avec une dévaluation déguil-

sée. Devant les difficultés du marché des devises étrangers, difficultés pour les entreprises d'avoir des devises au marché officiel de 2,4 livres pour 1\$, importance du marché noir à 2,85 LS/\$, le gouvernement a décidé d'offrir une prime de 16,29 % aux banques et changeurs, ce qui amène de fait le cours officiel au prix du marché noir. Les banques peuvent également ouvrir des comptes en devises, d'un montant minimum de 5 000 Euros, pour lesquels les transferts avec l'étranger sont libres. Le montant des réserves en devises de la Banque centrale sont toujours un secret d'Etat, et les spéculateurs s'inquiètent de la future indépendance possible du Sud, avec réduction des recettes pétrolières pour le Nord, et reprise de la guerre (ST 23 11).

Le ministre des finances prévoit une sombre situation économique si le Sud devient indépendant : il détient 70 % des réserves de pétrole et 50 % du revenu pétrolier. Il espère que des découvertes de pétrole dans le Nord vont aider à compenser la perte des réserves du Sud. Selon lui, il faut d'abord réduire les importations de produits de luxe, comme les automobiles, et consommer les produits agricoles locaux comme le mil. En effet, le pays dépense par an 9 milliards de dollars en importations, dont 1 milliard pour les automobiles, 2 pour le blé, 100 millions pour de l'huile alimentaire, 100 millions pour du mobilier, etc (ST 18 10). Il prévoit un accroissement des investissements étrangers dans les secteurs non pétroliers qui passeraient de 2 milliards de dollars en 2010 à 3 milliards en 2011. Une nouvelle législation va faciliter ces investissements (ST 10 11). Le président Al-Bashir a annoncé qu'en 2011, il y aura d'importantes privatisations d'entreprises. Aucun détail ne fut fourni depuis (23 10). Les aquaculteurs éthiopiens vont exporter 2000 tonnes de poisson au Soudan. Ces productions sont localisées dans les eaux du lac Tana. Le Soudan est un des principaux importateurs de produits agricoles éthiopiens (ST 4 12). Le Pakistan négocie avec le Soudan pour y installer des agriculteurs. Il n'est dit ni combien d'agriculteurs, ni où au Soudan, ni dans quelles conditions (ST 4 12).

Des économistes de 4 organisations européennes et américaines (Frontier economics, Institut d'Etudes de Sécurité, SID, AEGIS), ont évalué le coût de la guerre au Soudan pour le Soudan lui-même, les pays voisins et l'ensemble du Monde. La méthode est celle de modèles économétriques basés sur différents scénarios. Cela permet de voir par exemple les importantes réductions du PIB pour le Soudan : plus de 50 milliards de dollars en 10 ans. Et par là le grand intérêt économique de la paix pour les pays. Il serait intéres-

sant de savoir qui gagnerait à poursuivre la guerre, et combien, ainsi que qui perdrait (ST report 26 11).

Le Soudan reste un des pays les plus corrompus du monde, selon Transparency international qui a publié son Index 2010. Le Soudan est classé juste après le Tchad et juste devant l'Irak, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, la Somalie, Myanmar et l'Afghanistan (ST 27 10).

Sud-Soudan

Un budget de 2,3 milliards de dollars est annoncé pour 2011, soit 22 % de plus qu'en 2010. Comme pour les années antérieures, les ressources reposent presque exclusivement sur le pétrole, 97 % au cours des 6 dernières années (ST 15 11). Une réforme a été lancée dans la gestion des fonds publics aux différents niveaux administratifs, pour en améliorer la transparence et le contrôle (ST 24 10).

Le président de l'association de Micro-finance du Sud-Soudan accuse une institution étrangère basée là, sans la nommer, de ne pas distribuer les fonds reçus, et par là de menacer des milliers de micro-entreprises (ST 25 10). De faux billets de 50 livres soudanaises ont été découverts à Juba, où on les suppose fabriqués (ST 23 11).

Un programme Santé et Nutrition dans trois Etats du Sud en faveur des enfants de moins de 5 ans et de leurs mères a été lancé à Juba. Il a reçu 55,7 millions de dollars de financement, dont 50 des Etats-Unis (ST 7 12).

Un séminaire sur l'extension agricole s'est tenu à Juba. Elle consiste à installer des agriculteurs le long des routes pour qu'ils bénéficient d'un bon accès aux différents services, puissent commercialiser leur production et ... l'Etat, collecter les impôts. Cette politique n'est pas nouvelle, puisqu'elle avait déjà été initiée en 1928 sous le régime colonial britannique (ST 18 11).

Le ministre des transports et des routes déclare que des sous-traitants de la construction de la route Juba - Nimule (192 km) n'ont pas rempli pas leurs obligations. Cette route, financée par l'aide américaine relie Juba à l'Ouganda, et il y a une circulation importante de camions et de bus. Néanmoins, les travaux avancent de façon satisfaisante et il ne dit pas quelles obligations n'ont pas été remplies. Les ponts sont achevés. La prochaine phase sera la construction d'une chaussée tous temps ; le chantier doit être fini en octobre 2011 (ST 20 10). Le chantier de reconstruction d'un autre grand axe routier a été lancé, une route de 250 km entre Malakal, Nasser et Jekou. Elle permettra de relier le pays à l'Ethiopie, et par là à Djibouti, qui est plus proche de Juba que Monbassa au Kenya (ST 23 11).

Des négociations préliminaires entre les partis au pouvoir au Sud et au Nord ont abouti au début d'un accord de partage des eaux du Nil après l'indépendance du Sud-Soudan. (ST 28 11).

• Jérôme Dumoulin
Docteur en Economie



Le président de la commission du Sud-Soudan pour les Droits de l'homme a expliqué que beaucoup reste à faire pour la protection des droits des petites filles et des femmes, surtout dans les familles en milieu rural où la situation se dégrade. Les mécanismes d'application des lois restent à mettre en place (ST 4 11).

Police et Sécurité

A Khartoum, le 30 octobre, entre 4h et 4h30 du matin, six défenseurs des droits de l'homme darfouris ont disparu à Khartoum sans qu'aucune charge n'ait été portée contre eux. Le premier arrêté, un Darfouris, Abd el Rahman Mohammed al Gasim, est gardé séparément et sa famille n'a pas accès à lui. Il est aide légal et coordinateur de formation de l'association des avocats du Darfour. Deux autres sont membres de HAND ; les trois femmes arrêtés devaient être relâchées le lendemain, ce qui ne fut pas le cas. Des membres du groupe venaient d'assister à un forum organisé par *Girifna*, un mouvement de jeunesse démocratique (ACJP 02 11).

Les forces de sécurité ont arrêté Jaafar Subki, un journaliste d'*Al Sahafa* le 03 11 et le lendemain plusieurs activistes darfouris et un journaliste travaillant avec radio Dabanga, basée aux Pays-Bas. La Minuad dit se faire du souci pour les personnes arrêtées. Les Etats-Unis envoyèrent leur envoyé spécial pour travailler au relâchement du journaliste (ST 4 11).

Le Secrétaire général du Soudan Council of Churches a rapporté que la police a envahi les bureaux d'une église. A Khartoum, 35 rue Amarat, ils ont brisé les portes, alors que 200 hommes arrivaient dans 7 camions pour encercler la construction, sous prétexte que celle-ci est une cache d'armes. Malgré les propositions du garde de leur donner les clés, toutes les portes furent brisées et laissées ouvertes après leur départ (23 11).

A Zalingei, au Darfour, consultation dramatique des pourparlers de Doha (02 12) - Selon l'African Center for Justice and Peace studies, deux civils ont été tués et combien blessés alors qu'une consultation de la société civile était organisée par les pourparlers de Doha dans le hall de l'université de Zalingei, où étaient présents le ministre des affaires étrangères qatari, le médiateur de Doha et celui des NU/UA, Bassolé. Une manifestation a eu lieu en-dehors du hall par des étudiants et des personnes déplacées opposés : pour eux les personnes dans le hall étaient pour le gouvernement, des réparations devaient être données aux victimes, le Darfour ne devait former qu'un seul un Etat au lieu de trois, et les crimes de guerre devaient être punis. A la fin de la réunion, les médiateurs ont essayé d'apaiser la bagarre entre les deux groupes. Les manifestants

criaient contre le manque d'activités de l'UA/NU au Darfour et demandaient que la Sécurité quitte le bâtiment. Quand c'est la délégation qui l'a quitté, la Sécurité leur a tiré dessus sur eux, tuant deux personnes et en blessant très probablement plus de neuf ; ces derniers ne sont pas allés pas à l'hôpital pour éviter d'être arrêtés. Le Centre africain souligne la disparité entre l'immunité protégeant les officiers de police et de sécurité et le droit à la liberté d'expression, d'assemblée et d'association garanti par la constitution.

Justice

Le rapport de l'African Centre for Justice and Peace Studies sur la peine de mort au Soudan fut publié le 8 12. Le centre dénonce l'usage croissant de la peine de mort en droit et en pratique, pour devenir courant ce qui est contraire au respect des obligations internationales, en autorisant l'exécution d'enfants. De même, le manque de garanties d'avoir un procès honnête, et l'acceptation de preuves obtenues sous la torture accroissent l'usage de la peine de mort.

Le 21 octobre, le juge de la cour spéciale de Nyala, au Sud Darfour, a condamné à mort 9 personnes supposées membres du MJE pour attaque de véhicule. En octobre 2010, un groupe de neuf personnes, supposées membres du MJE ont été condamnées à mort par un juge à Nyala, Sud-Darfour. Ils ont été trouvés coupables d'au moins quatre accusations (vols d'armes, dommages criminels, fomentation d'une guerre contre l'Etat, et délits contre l'Etat) tout ça pour une attaque de véhicules qui a été menée en mai précédent à Kjour Baskawit. Le groupe comprenait quatre mineurs : Ibrahim Shriel Yousef, (17 ans, ethnie Briged), Altyed Mohamed Yagoup (16 ans, ethnie Zagada), Abdalla Adballa Doub (16 ans, ethnie Grim) et Abdarazig Daoud Abdelseed (15 ans, ethnie Briged). Les quatre mineurs condamnés à mort ont donné leur age réel selon le registre d'état civil, mais la cour les a classés comme adultes à la suite d'examen médicaux menés durant leur détention. L'affaire est encore en appel et les jeunes n'ont pas été exécutés quand l'ACJ-PS rapporte l'affaire. D'abord cela montre que le gouvernement manque de respect envers la loi internationale. Deuxièmement, l'affaire éclaire les faiblesses et incohérences de la loi soudanaise. Troisièmement, le statut des accusés, comme membres de groupes ethniques défavorisés par le gouvernement soudanais et l'implication de leur affiliation avec un mouvement rebelle, souligne les sous-entendus politiques et potentiellement ethniques de l'application de la peine de mort. Quatre d'entre eux ont moins de 18 ans. et ils n'ont pas été jugés par un tribunal pour enfants, ce qui est contraire au Droit au Soudan (African Centre for Justice and Peace Studies 28 10).

Une cour soudanaise a condamné à mort par pendaison, le 24 octobre, un résident du camp de déplacés de Kalma qui aurait tenté de tuer un supporter des pourparlers de Doha. Hussein Hassan Abd el Karim a été arrêté le 22 juillet par un groupe pro-Doha dans le camp et il a été livré à la sécurité, l'accusant seulement d'être anti-Doha. Les personnes déplacées à Doha ont dit que le gouvernement tentait d'intimider les résidents pour les pousser à s'en aller. Les autorités n'hésitent pas à sacrifier la vie d'un innocent (ST 25 10).

Au Sud, un tribunal de l'Etat des Lacs a condamné à 10 ans de prison trois jeunes hommes qui ont mis enceintes des jeunes filles. La nouvelle loi de cet Etat prévoit 10 ans de prison, une amende de 3000 livres soudanaises (1000 euros) et 3 vaches (ST 8 12).

Dans l'Etat de l'Unité, six personnes du ministère de l'éducation apportant leurs salaires aux enseignants ont été assassinées dans une embuscade et cinq ont été blessées. Dans cette région, 35 personnes ont été assassinées ainsi depuis les élections d'avril. Les habitants soutiennent que les assaillants appartiennent à la milice du général Gatluak Gai qui s'était rebellé après avoir contesté les résultats des élections (ST 18 11).

Récompense

Une activiste soudanaise, Sarah Cleto Rial a reçu aux Etats-Unis, des mains de Hillary Clinton, Secrétaire d'Etat, le prix Eleanor Roosevelt des Droits de l'Homme. Elle vit aux Etats-Unis où elle travaille pour une ONG qui s'occupe de l'éducation de jeunes filles et d'alphabétisation de femmes. Elle a défendu les droits de l'homme dès l'adolescence et fut arrêtée la première fois à 17 ans à cause de ses vêtements (ST 12 12).

• Jérôme Dumoulin
Docteur en Economie

SOMMAIRE

EDITORIAL

Le gouvernement organise un avenir incertain	p.1
SUD-SOUDAN, Carte du Soudan	p.2,3
Abyei en suspens, Au Sud, L.r.a., Education	p.6
DARFOUR	p.4,5
Abd el Wahid el Nour, homme clé.. Causes échec Doha, Combats	
A lire ; Marc Lavergne, Jérôme Tublana	
BREVES	p. 5
POLITIQUE ETRANGERE	p.6
Politique américaine, chinoise, arabe, africaine, CPI	
ECONOMIE	p.7
Pétrole, Armes, Sanctions, Devises, Sud Soudan	
DROITS DE L'HOMME	p.8
Police et Sécurité, Justice, Au Sud, récompense.	